

**ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE**

RESTRICTED

WT/TPR/G/19

28 août 1996

(96-3366)

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

REPUBLIQUE DE COREE

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement coréen est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la République de Corée.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. INTRODUCTION ET RESUME	1
2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL	2
2.1 Evolution de l'économie	2
2.2 Evolution récente du commerce extérieur	3
3. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	6
4. EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1992-1996)	7
4.1 Application des Accords de l'OMC	7
4.2 Restrictions quantitatives	8
4.3 Procédures en matière d'importation	8
4.4 Droits de douane	9
4.5 Formalités de douane	10
4.6 Normes et règlements techniques	10
4.7 Règles d'origine	11
4.8 Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	11
4.9 Mesures sanitaires et phytosanitaires	12
4.10 Mesures de sauvegarde	13
4.11 Droits antidumping et droits compensateurs	14
4.12 Subventions	15
4.13 Marchés publics	15
4.14 Politique de la concurrence	16
4.15 Investissement direct à l'étranger et investissement étranger direct	16
4.16 Services	19
4.17 Droits de propriété intellectuelle	19
5. ORIENTATION FUTURE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	21
5.1 Coopération multilatérale et régionale	21
5.2 Orientations sectorielles	22
6. OBSTACLES NON TARIFAIRES APPLIQUES PAR LES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX	24
6.1 Droits antidumping et droits compensateurs	24
6.2 Règles d'origine	24
6.3 Restrictions concernant les investissements et liées au commerce	24
6.4 Pays négociant actuellement leur accession à l'OMC	24
6.5 Incidences de l'élargissement de l'Union européenne sur les pays extérieurs	25

1. INTRODUCTION ET RESUME

1. Après une période de marasme en 1992-1993, l'économie coréenne a affiché des signes de reprise en 1994-1995. Toutefois, la balance des opérations courantes continue de se détériorer, accusant un déficit de 4,5 milliards de dollars en 1994 et de 9 milliards de dollars en 1995 (tous les montants en dollars indiqués dans le présent rapport sont exprimés en dollars des Etats-Unis). Malgré cela, le gouvernement coréen poursuit son but à long terme, l'expansion équilibrée du commerce, estimant que c'est là le meilleur moyen de contribuer à la bonne santé de l'économie nationale et de l'économie mondiale.

2. Le gouvernement civil, mis en place en 1993, a annoncé deux grandes initiatives qui sont actuellement mises en oeuvre - le Plan quinquennal pour une nouvelle économie et la politique de *Segyehwa* (mondialisation) - et qui doivent permettre au pays de s'adapter à l'évolution de la situation intérieure et extérieure et de trouver les moyens de redynamiser son économie. Le Plan quinquennal a été conçu comme un mécanisme nouveau de développement économique faisant appel à la créativité du secteur privé, en remplacement de l'intervention de l'Etat. La politique de *segryehwa* vise à transformer profondément les institutions politiques et socio-économiques pour les mettre en phase avec un monde en mutation rapide. Son but ultime est de permettre au pays de contribuer davantage au progrès de l'humanité en recherchant activement une concurrence loyale associée à une coopération mondiale toujours plus étroite. La politique commerciale est en accord avec cette orientation fondamentale et elle doit permettre au pays de jouer un rôle et d'assumer des responsabilités à la hauteur de son statut économique.

3. La Corée a pris une part active aux négociations du Cycle d'Uruguay et elle fait de son mieux pour en incorporer les résultats dans sa législation et respecter fidèlement les obligations qui sont les siennes en tant que Membre de l'OMC. Elle a presque achevé la réforme de sa législation et de ses institutions, de façon à pouvoir mettre en oeuvre l'Accord sur l'OMC.

4. Le gouvernement coréen, conscient de la nécessité de réformer en profondeur l'économie, a pris toute une série de mesures de déréglementation et de libéralisation. Il a ainsi créé, en mars 1993, le Comité pour la déréglementation de l'administration de l'économie et adopté, en juin de la même année, la Loi spéciale sur la déréglementation des activités des sociétés. A ce jour, le Comité a pris des mesures concernant 1 753 réglementations portant sur tous les aspects de l'économie.

5. Le gouvernement accorde aussi une grande priorité au renforcement de la concurrence. Cherchant à restructurer l'économie dans le sens d'une concurrence accrue, il resserre sa surveillance sur les grandes sociétés, limite leur concentration économique et les empêche d'abuser de leur position dominante vis-à-vis des petites entreprises. Il renforce aussi sa protection en faveur des petites et moyennes entreprises, notamment en empêchant les contrats de sous-traitance abusifs.

6. Le gouvernement a également accéléré la libéralisation des importations. Le taux de libéralisation est ainsi passé de 97,7 pour cent en 1992 à 99,3 pour cent en 1996. Les restrictions encore en vigueur seront entièrement supprimées d'ici à 2001 ou seront mises en conformité avec les accords du Cycle d'Uruguay et les réglementations du GATT.

7. La Corée a réduit progressivement ses droits de douane. Actuellement, elle perçoit des droits minimes - 1 à 3 pour cent - sur les matières premières importées, tandis que le taux appliqué à la plupart des produits manufacturés est de 8 pour cent.

8. La Corée s'emploie activement à libéraliser le régime de l'investissement étranger et à en simplifier considérablement les formalités, tout en prenant des mesures pour protéger encore davantage

les droits de propriété intellectuelle. Elle cherche aussi à harmoniser les normes et les réglementations techniques nationales avec les normes internationales. Elle a en outre signé en avril 1994 l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, dont elle appliquera les dispositions à compter de janvier 1997. Le régime intérieur des marchés publics fait actuellement l'objet d'une révision afin d'être mis en totale conformité avec cet accord.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

2.1 Evolution de l'économie

9. A l'aube des années 90, l'économie est entrée dans une période de difficultés dues à des facteurs internes et externes. Au niveau national, l'inflation a grimpé à près de 10 pour cent en 1990 et 1991, en raison notamment d'une flambée spéculative dans l'immobilier et de demandes répétées d'augmentation importante des salaires. La balance des opérations courantes est en outre redevenue déficitaire au début de 1990. L'activité économique, subissant le contrecoup d'une économie mondiale déprimée, a connu un fort ralentissement. Le taux de croissance du PIB est tombé de 9,5 pour cent en 1990 à 9,1 pour cent en 1991, puis à 5,1 pour cent en 1992, pour se redresser légèrement et s'établir à 5,8 pour cent en 1993.

10. On a constaté que l'intervention prolongée de l'Etat avait compromis la souplesse et l'efficacité du système économique, tout en décourageant l'initiative privée. Il est apparu aussi qu'elle était étroitement liée au recul rapide de la compétitivité du pays à la fin des années 80 et au début des années 90. La conception d'un développement guidé par l'Etat s'est révélée de plus en plus inadaptée à mesure que l'économie se diversifiait, que sa structure devenait plus complexe et que le pays avançait dans la voie de la démocratisation.

11. Pour redonner au pays son dynamisme économique, le gouvernement actuel a mis en oeuvre en 1993 un Plan quinquennal pour une nouvelle économie, qui a pour but d'établir un nouveau mécanisme de développement économique reposant sur la participation volontaire et la créativité de tous les acteurs économiques, et non sur l'intervention et le contrôle de l'Etat.

12. Ce Plan prévoit des réformes fondamentales touchant l'ensemble du système économique, notamment les aspects budgétaire, financier et administratif, afin de favoriser la déréglementation et d'instaurer la justice économique. A cette fin, il faut procéder à une déréglementation budgétaire, financière et administrative ainsi qu'à des privatisations, de façon que le secteur privé ait la maîtrise d'un plus grand nombre d'activités économiques.

13. L'une des réformes prévues dans le Plan quinquennal était la déréglementation de l'administration de l'économie. Pour y parvenir, le gouvernement a adopté en juin 1993 la Loi spéciale sur la déréglementation des activités des sociétés et créé le Comité pour la déréglementation de l'administration de l'économie. Il a aussi mis en place, en août 1993, le Système d'opérations financières en nom réel, dans un souci de justice économique. Dans le même esprit, il a annoncé en juillet 1995 la création du Système d'enregistrement en nom réel des biens immobiliers.

14. Des mesures concrètes ont été prises pour améliorer la compétitivité de l'industrie, grâce notamment à des programmes de perfectionnement de la main-d'oeuvre et de développement technologique et à l'augmentation de l'investissement dans l'infrastructure sociale. Il s'agit de tâches que le secteur privé a du mal à accomplir seul, mais qui sont néanmoins indispensables pour préserver l'avantage concurrentiel. Le gouvernement assouplit actuellement le marché du travail et incite les personnes sans emploi à se joindre à la population active. Il soutient les efforts de recherche-développement du secteur privé et étoffe les services d'information concernant la

main-d'oeuvre, l'industrie et la science dans le cadre du système de l'OMC afin de faciliter le développement technologique national. Pour accroître l'investissement dans l'infrastructure sociale, il oriente les capitaux privés vers les projets d'infrastructure et consacre à ces projets une plus grande part des crédits budgétaires.

15. L'évolution récente des échanges internationaux a des incidences de plus en plus importantes sur l'économie, qui est fortement tributaire du commerce extérieur. Au moment où l'OMC a été mise en place, le gouvernement a opté pour une stratégie nationale de mondialisation visant à réformer tous les grands secteurs de la société. Cette stratégie doit aider le pays à s'adapter au caractère de plus en plus intégré de l'économie mondiale résultant de la création de l'OMC. La politique de mondialisation, désignée en coréen sous le nom de *Segyehwa*, a pour objet de transformer profondément les institutions politiques et socio-économiques du pays à l'approche du XXI^e siècle, afin de les rendre plus compatibles avec un monde en mutation rapide. Son but ultime est de permettre à la Corée de contribuer davantage au progrès de l'humanité en recherchant activement une concurrence loyale associée à une coopération mondiale toujours plus étroite. Dans le domaine économique, elle prévoit l'ouverture du marché intérieur et une réforme fondamentale des politiques budgétaire, financière et monétaire. Dans tous les secteurs de l'économie, des efforts concertés sont menés pour réformer les institutions et les pratiques, afin de les aligner sur les normes et les critères mondiaux.

16. Le Plan pour une nouvelle économie sert de schéma directeur pour la politique économique générale du gouvernement actuel. Il établit les fondements économiques qui doivent permettre à la Corée de rejoindre les rangs des pays industrialisés et, à terme, de préparer l'unification nationale. D'un autre côté, la *Segyehwa* est une stratégie de réforme nationale destinée à aider le pays à se hisser au niveau des pays les plus avancés. Dans ce sens, elle est plus large et plus ambitieuse que le Plan. Grâce à ces deux grandes initiatives, le gouvernement compte réformer l'ensemble du système économique pour l'orienter davantage vers le marché. Les grands objectifs de ces nouvelles orientations sont l'internationalisation de l'économie nationale, grâce notamment à un rôle accru du secteur privé, et l'amélioration de sa compétitivité au niveau international.

17. Grâce surtout à une série de politiques nouvelles, à la relance enregistrée dans les pays avancés, à la croissance rapide de la demande dans les pays en développement et à la fermeté du yen, l'économie a commencé à retrouver son dynamisme au milieu de l'année 1993. Toutefois, le déficit de la balance des opérations courantes a continué d'augmenter, atteignant 8,95 milliards de dollars en 1995.

2.2 Evolution récente du commerce extérieur

2.2.1 Généralités

18. En 1994 et 1995, les importations ont fortement progressé, à savoir respectivement de 22,1 et 32 pour cent. La croissance des exportations a aussi été exceptionnellement vigoureuse: 16,8 et 30,3 pour cent. En 1995, la Corée a assuré 2,6 pour cent des importations mondiales et 2,4 pour cent des exportations mondiales.

Tableau 2.1
Chiffres récapitulatifs du commerce extérieur
(Milliards de dollars)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Exportations (X)	62,4 (2,8)	65,0 (4,2)	71,9 (10,5)	76,6 (6,6)	82,2 (7,3)	96,0 (16,8)	125,1 (30,3)
Importations (M)	61,5 (18,6)	69,8 (13,6)	81,5 (16,7)	81,8 (0,3)	83,8 (2,5)	102,3 (22,1)	135,7 (32,0)
(X - M)	0,9	-4,8	-9,7	-5,1	-1,6	-6,3	-10,1

Notes: 1) Sur la base des statistiques douanières.
2) Les chiffres entre parenthèses indiquent la variation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

Source: Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie.

19. La balance commerciale, qui était excédentaire de 1986 à 1989, est devenue déficitaire en 1990. Depuis 1993, le déficit n'a cessé de se creuser, passant de 1,6 milliard de dollars à 6,3 milliards en 1994 et 10,1 milliards en 1995 - première année où il a franchi la barre des 10 milliards de dollars.

20. D'une manière générale, le commerce de la Corée est déficitaire avec les pays développés et excédentaire avec les pays en développement. Le plus gros déficit bilatéral est celui du commerce avec le Japon (plus de 15,5 milliards de dollars en 1995). Le commerce avec les Etats-Unis a aussi accusé un important déficit sur quatre des cinq dernières années (près de 6,3 milliards de dollars en 1995), et celui avec l'Union européenne est en déficit chronique (près de 1,9 milliard de dollars en 1995).

2.2.2 Exportations

21. Les exportations, qui avaient augmenté au rythme modéré de 8 pour cent par an entre 1989 et 1993, ont affiché un taux de croissance à deux chiffres en 1994 et 1995. Ce résultat impressionnant est dû en grande partie à la relance économique enregistrée dans les pays développés, à la vigueur de la demande dans les pays en développement et à la hausse du yen.

22. La répartition des débouchés extérieurs s'est sensiblement modifiée au cours des dernières années. La part des exportations vers les pays développés diminue régulièrement, tandis que celle des exportations destinées aux pays en développement augmente, grâce notamment à la hausse brutale de la demande dans des pays en plein essor tels que la Chine et les Etats membres de l'ANASE. En 1995, la Corée a pour la première fois exporté légèrement plus vers les pays en développement que vers les pays développés.

23. La composition des exportations a aussi changé au fil du temps, surtout parce que la structure industrielle du pays s'est modifiée. Ainsi, les textiles et les produits électroniques occupent une place importante dans les exportations, mais la part des premiers diminue, tandis que celle des seconds progresse rapidement. En 1995, les produits électroniques, y compris les semi-conducteurs, sont devenus le premier secteur d'exportation, représentant un tiers du total des exportations. En revanche, la part des textiles, qui était de 21 pour cent en 1991, n'était plus que de 14 pour cent en 1995. Ces changements sont dus à la hausse des salaires, qui a progressivement fait perdre à la Corée l'avantage comparatif dont elle jouissait dans les secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre. Or le pays n'a pas encore acquis un avantage comparatif suffisant dans les industries de haute technicité pour remplacer les secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre. La solution de ce problème constitue pour lui un défi majeur.

Tableau 2.2
Evolution des exportations
(Pourcentage)

	1991	1992	1993	1994	1995
Total des exportations	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Pays développés	62,2	55,9	52,2	50,8	49,9
(Etats-Unis)	(25,8)	(23,6)	(22,1)	(21,4)	(19,3)
(Japon)	(17,2)	(15,1)	(14,1)	(14,1)	(13,7)
(Union européenne)	(13,5)	(12,0)	(11,4)	(11,1)	(12,9)
Pays en développement	37,8	44,1	47,8	49,2	50,1
(ANASE)	(9,9)	(11,2)	(11,4)	(11,9)	(13,3)
(Chine)	(1,4)	(3,5)	(6,3)	(6,5)	(7,2)
Produits de base	4,6	4,3	3,9	4,0	4,9
Produits manufacturés	95,4	95,7	96,1	96,0	95,1
(Produits électriques et électroniques)	(28,0)	(28,2)	(29,5)	(32,8)	(35,3)
(Textiles)	(21,5)	(20,5)	(19,3)	(18,0)	(14,9)
(Véhicules automobiles)	(3,2)	(3,7)	(5,5)	(5,6)	(6,7)

Source: Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie.

2.2.3 Importations

24. En 1992 et 1993, les importations n'ont augmenté respectivement que de 0,3 et 2 pour cent, mais en 1994 et 1995, elles ont fait un bond en avant de 22,1 et 32 pour cent. Cette hausse brutale a été due en partie aux excellents résultats à l'exportation obtenus ces deux années-là, qui ont fortement accru les investissements dans les installations et les achats de biens d'équipement à l'étranger.

25. En 1995, plus des deux tiers des importations provenaient des pays développés. Parmi ceux-ci, le Japon et les Etats-Unis venaient en tête avec respectivement 24,1 et 22,5 pour cent. La part de l'UE dans les importations a progressé, passant de 12,1 pour cent en 1991 à 13,5 pour cent en 1995. Celle des pays en développement a également régulièrement augmenté depuis 1991, surtout en ce qui concerne la Chine et les pays de l'ANASE. En conséquence, les achats coréens à l'étranger, qui étaient surtout concentrés au Japon et aux Etats-Unis, se sont beaucoup diversifiés ces dernières années.

26. Comme celle des exportations, la composition des importations a évolué en fonction des progrès de l'industrialisation. Parmi les produits manufacturés, les machines venaient en tête l'an dernier avec près du quart des exportations totales, suivies par les produits chimiques et les produits électroniques. La part des matières premières, qui constituent toujours la catégorie dominante, a progressivement baissé, tombant de 53 pour cent en 1991 à 50 pour cent en 1995.

Tableau 2.3
Evolution des importations
(Pourcentage)

	1991	1992	1993	1994	1995
Total des importations	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Pays développés	69,8	66,3	66,7	67,5	67,7
(Japon)	(25,9)	(23,8)	(23,9)	(24,8)	(24,1)
(Etats-Unis)	(23,2)	(22,4)	(21,4)	(21,1)	(22,5)
(UE)	(12,1)	(11,7)	(12,1)	(12,9)	(13,5)
Pays en développement	30,2	33,7	33,3	32,5	32,3
(ANASE)	(7,5)	(8,6)	(8,6)	(11,9)	(7,3)
(Chine)	(4,2)	(4,6)	(4,7)	(6,5)	(5,5)
Machines et matériel de transport	23,4	23,5	22,1	24,0	23,5
Produits chimiques	18,8	18,5	19,1	18,5	18,7
Produits électriques et électroniques	16,0	16,5	17,0	18,1	18,6

Source: Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie.

3. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

But à long terme: l'essor équilibré du commerce

27. La Corée doit surtout son développement économique à l'essor de son commerce. Au début des années 60, elle a adopté une stratégie de développement tournée vers l'extérieur, qui s'appuyait sur l'importation de ressources et de matières premières destinées à être transformées pour l'exportation. A cette époque, de nombreux pays en développement recherchaient la croissance au moyen d'une stratégie d'autosuffisance économique basée sur les ressources intérieures ou le remplacement des importations.

28. On dit souvent qu'en Corée la croissance est tirée par les exportations, mais il serait plus juste de dire qu'elle l'est par le commerce, car le pays n'aurait pu connaître un essor aussi rapide s'il n'avait accru ses importations ainsi que ses exportations. C'est l'accroissement des importations et leur répartition efficace qui ont permis le développement industriel et la croissance des exportations. Celles-ci ont elles-mêmes entraîné une augmentation de la demande d'importation. La hausse successive des importations et des exportations a créé un "cercle vertueux" grâce auquel l'économie a pu bénéficier d'une répartition de plus en plus efficace des ressources. C'est donc l'expansion du commerce qui a été le moteur de l'industrialisation et de la croissance économique.

29. De la même façon, la Corée a réagi aux chocs pétroliers des années 70 et à la crise de la dette extérieure du milieu des années 80 non pas grâce à des mesures d'austérité draconiennes, mais en favorisant l'essor du commerce. En outre, la hausse massive de 32 pour cent des importations en 1995, accompagnée d'un déficit commercial pour la première fois supérieur à 10 milliards de dollars, n'entraînera pas une réaction inverse des importations. En 1995, la Corée, qui occupait, parmi les pays ayant un volume d'échanges supérieur à 200 milliards de dollars, le deuxième rang quant au taux de croissance des importations, s'est classée au sixième rang des pays qui ont le plus contribué à l'expansion du commerce mondial, avec une part de 0,81 point de pourcentage¹ sur les 18,8 pour cent de croissance totale des importations mondiales.

¹Part calculée en fonction du volume et du taux de croissance des importations.

Politique commerciale visant à harmoniser la concurrence et la coopération

30. Le gouvernement coréen s'efforce d'harmoniser la concurrence et la coopération pour parvenir à un essor équilibré du commerce. Dans le cadre de cette politique, il tient compte des changements fondamentaux de la situation intérieure et extérieure, notamment l'intensification de la concurrence, et juge important de coopérer avec les partenaires commerciaux. A cet égard, il a fixé quatre objectifs de base pour sa politique commerciale.

31. Premièrement, le but à long terme de l'essor équilibré du commerce reposera sur le principe du libre-échange. Pour répartir plus efficacement les ressources et améliorer le bien-être des consommateurs, la Corée s'appuie non seulement sur les exportations mais aussi sur les importations. Elle limite donc au minimum les restrictions appliquées dans le cadre de son système et de ses pratiques en matière de commerce et veille à ce qu'elles soient compatibles avec les normes internationales. Quant à sa politique d'exportation, elle encouragera le développement de la technologie et de la création industrielles, en respectant les normes internationales, au lieu de recourir à des subventions directes. Elle renforcera donc sa compétitivité industrielle en réduisant au minimum les coûts de production des entreprises.

32. Deuxièmement, la Corée fera encore davantage pour promouvoir la coopération industrielle et l'essor du commerce. Le gouvernement encouragera non seulement le commerce des biens et des services, mais aussi celui des technologies, ainsi que les investissements directs provenant de l'étranger ou réalisés à l'étranger. Il prendra en principe de nouvelles mesures pour instaurer un climat propice aux investissements étrangers en déréglementant et en améliorant les conditions d'opération des entreprises à capitaux étrangers. Dans le même temps, il favorisera la mondialisation de l'industrie coréenne en supprimant progressivement les obstacles aux investissements des sociétés nationales à l'étranger.

33. Troisièmement, la Corée contribuera au renforcement du système commercial multilatéral. Tout en faisant valoir les droits légitimes que lui confère le système de l'OMC, elle est prête à assumer sans réserve les obligations qui en découlent. Le gouvernement continuera aussi à réformer les lois et réglementations nationales afin de les aligner sur les normes multilatérales, notamment les Accords de l'OMC. La Corée est disposée à prendre une part active au processus d'intégration économique et de coordination des politiques au niveau mondial.

34. Enfin, le gouvernement coréen intensifiera sa coopération et son assistance en faveur des pays en développement. La Corée est disposée à partager son expérience du développement, à transférer les techniques nécessaires à l'industrialisation et à accroître son aide financière.

4. EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1992-1996)

4.1 Application des Accords de l'OMC

35. Après la conclusion du Cycle d'Uruguay en décembre 1993, la Corée a commencé à réviser ses lois et ses régimes conformément aux accords multilatéraux. En décembre 1994, avant la mise en place de l'OMC, elle avait presque achevé les travaux relatifs à ses obligations. Même dans les domaines où le délai de mise en oeuvre n'est pas encore expiré, elle a déjà révisé ses lois ou présenté des mesures destinées à réformer ses régimes intérieurs. Elle s'efforce donc d'appliquer fidèlement les Accords de l'OMC. A la fin décembre 1995, elle avait révisé au total 24 lois.

Bilan des révisions effectuées aux fins de mise en conformité avec les Accords de l'OMC

i) Révisions effectuées en 1994

Agriculture: Loi douanière, Loi sur la commercialisation et la stabilisation des prix des produits agricoles et des produits de la pêche, Loi sur le contrôle des aliments pour animaux, Loi sur l'exploitation forestière, Loi sur la gestion des céréales vivrières, Loi sur l'industrie du ginseng, Loi sur les semences, Loi sur les principales semences agricoles, Loi sur la sériciculture, Loi sur les produits de l'élevage.

Secteur manufacturier et services: Loi sur le commerce extérieur

ii) Révisions effectuées en 1995

Agriculture: Loi sur la prévention des épidémies du bétail, Loi sur l'utilisation des produits agrochimiques, Loi sur la protection des végétaux, Loi sur l'innocuité des aliments, Loi sur l'industrie des semences.

Secteur manufacturier et services: Loi sur les architectes agréés, Loi douanière, Loi sur les contrats auxquels l'Etat est partie, Loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés de semi-conducteurs, Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, Loi sur les comptables fiscalistes, Loi sur le droit d'auteur, Loi sur la protection des programmes d'ordinateur, Loi sur les brevets.

4.2 Restrictions quantitatives

36. La Corée continue d'appliquer quelques restrictions quantitatives à l'importation au titre de la section B de l'article XVIII du GATT. Ces restrictions ont été examinées dans le cadre des consultations périodiques avec le Comité des restrictions à l'importation (balance des paiements) du GATT. Depuis 1990, la Corée a régulièrement réduit les restrictions quantitatives concernant les produits manufacturés et agricoles. En conséquence, 81 produits seulement - soit 0,7 pour cent des 10 859 positions tarifaires à dix chiffres du SH - sont soumis à des restrictions quantitatives en 1996.

37. L'exportation de cinq produits, parmi lesquels les tissus de soie, est volontairement réglementée afin de ne pas désorganiser les marchés. La Corée a notifié au Secrétariat de l'OMC les détails de ses limitations volontaires des exportations ainsi que le calendrier de leur suppression, conformément à l'accord pertinent de l'OMC. Les exportations de produits textiles relèvent du régime de contingentement des textiles stipulé dans l'Arrangement multifibres, mais elles seront aussi libéralisées conformément au calendrier des Accords de l'OMC.

4.3 Procédures en matière d'importation

38. Les prescriptions et des procédures à respecter pour l'importation de certains produits sont énoncées dans diverses lois sous la forme de "normes et règlements techniques", "systèmes d'hygiène et d'inspection", etc. Elles sont imposées dans l'intérêt de l'hygiène et de la santé des personnes, de la sécurité nationale, de la sécurité des consommateurs et de l'environnement. Ces prescriptions sont admises au titre des règles et accords internationaux tels que les articles XX et XXI du GATT, l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord SPS de l'OMC, et la Convention de Bâle. Les lois en question sont publiées dans le Recueil d'avis publics, afin que tous les intéressés puissent en prendre connaissance. Cette mesure a rendu les procédures d'importation plus transparentes, facilité l'administration douanière et mis le régime d'importation en conformité avec les règles internationales.

39. Conformément à l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, la Corée a supprimé ou simplifié depuis 1994 les prescriptions et les procédures stipulées dans les lois concernées. En 1994 et 1995, elle a rationalisé les procédures d'importation considérées comme nuisibles à l'accès au marché. Elle a ainsi supprimé de la Loi sur la gestion des céréales vivrières l'obligation de licence nominative et les conditions à remplir pour se livrer au commerce, qui avaient pour effet de restreindre les importations. Elle a également renforcé les articles de la Loi sur le commerce extérieur relatifs à la consultation et à la modification, de façon à rendre conformes aux règles internationales les procédures d'importation spécifiées dans les lois concernées.

4.4 Droits de douane

a) Concessions tarifaires accordées dans le cadre du Cycle d'Uruguay

40. La Corée a apporté une contribution importante aux négociations du Cycle d'Uruguay qui se sont achevées en décembre 1993 en offrant plusieurs concessions tarifaires. En ce qui concerne les consolidations tarifaires, elle en a porté le niveau à 91,2 pour cent en 1995 contre 7 pour cent avant le Cycle d'Uruguay, en accordant dans le cadre de l'OMC des concessions sur 9 580 des 10 502 positions à dix chiffres du SH. Compte tenu d'une réduction moyenne des droits de 54,2 pour cent sur la base de la valeur pondérée par les échanges - soit bien plus que la réduction minimale de 33 pour cent convenue lors du Cycle d'Uruguay -, le taux préférentiel moyen pour les produits manufacturés sera ramené de 17,9 pour cent en 1986 à 8,2 pour cent d'ici à 2004.²

b) Réductions tarifaires

41. Le deuxième Avis préalable concernant le programme de réductions tarifaires, appliqué de 1989 à 1994, a entraîné une baisse du taux de droit moyen, qui est tombé de 21,9 pour cent en 1984 à 7,9 pour cent en 1994. En 1995, des droits peu élevés (1 à 3 pour cent) ont été perçus sur les matières premières, la plupart des produits manufacturés étant maintenant assujettis à un taux de 8 pour cent.

c) Droits souples

42. Pour pouvoir réagir rapidement à l'évolution de la conjoncture, la Corée applique un système de droits souples sur certaines marchandises, dans les limites autorisées par la Loi douanière. Cette loi prévoit dix taux souples, comprenant des droits destinés à stabiliser les prix. Toutefois, ces dix taux n'ont jamais inclus de droits compensateurs, de droits de rétorsion ni de droits saisonniers. En outre, les droits destinés à stabiliser les prix n'ont été appliqués qu'une fois, au premier semestre de 1984. Les droits antidumping, les droits exceptionnels et les droits exceptionnels spéciaux, qui sont destinés à réparer un dommage industriel, sont conformes aux Accords de l'OMC.

43. Le régime des contingents tarifaires a pour objet de stabiliser le marché intérieur des produits de base. Dans le régime actuel, les droits de douane peuvent être modifiés pour un volume déterminé de produits importés, dans les limites du taux général majoré ou minoré de 40 pour cent. Toutefois, dans le cas des produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la mer et de l'élevage, des droits peuvent être imposés à hauteur du taux calculé en ajoutant au taux général un taux correspondant à l'écart entre le prix intérieur et le prix à l'étranger du même produit ou de ses substituts. En décembre 1995, des droits inférieurs au droit général s'appliquaient à 46 positions à quatre chiffres du SH. Seules les bananes étaient frappées d'un droit supérieur au droit général.

²Le nombre de positions est basé sur le SH de 1994.

44. Le système des droits d'ajustement a été mis en place pour remédier aux problèmes qui apparaissent durant le processus de libéralisation des importations, par exemple la désorganisation du marché intérieur et le dommage grave causé à la branche de production nationale par l'importation de certaines marchandises. Des droits d'ajustement peuvent être imposés à titre temporaire, dans la limite des taux préférentiels. En décembre 1995, des droits d'ajustement s'appliquaient à 34 positions à quatre chiffres du SH, comprenant les champignons "P'yogo", les fougères, etc.

4.5 Formalités de douane

45. Le gouvernement coréen a révisé en décembre 1995 la Loi douanière et son décret d'application, ce qui a permis de simplifier les formalités de douane. Les révisions ont été les suivantes:

- Le régime des licences d'importation a été remplacé par celui des déclarations d'importation; désormais, une déclaration correctement remplie est immédiatement acceptée et les marchandises peuvent alors être mises à disposition. Au titre de ce nouveau régime, toutes les marchandises, sauf celles à haut risque, importées par des sociétés qui n'ont pas d'antécédent de violation des lois liées au commerce peuvent être mises à disposition dès l'acceptation de la déclaration d'importation, sans inspection douanière.
- Dans ce système, les déclarations d'importation peuvent être remplies au bureau de douane lorsqu'un transporteur arrive au port et avant qu'il ait déchargé les marchandises pour les entreposer sous douane. Les déclarations peuvent aussi être remplies avant l'arrivée du navire dans le port. Dans les deux cas, si la déclaration est acceptée, les marchandises sont mises à disposition directement au port, sans passer par un entrepôt sous douane.
- Pour réduire les frais encourus par les importateurs, le système de paiement préalable a été remplacé par un système permettant d'acquitter les droits de douane dans un délai de 15 jours après la mise à disposition des marchandises lorsqu'une caution a été versée. En outre, l'importateur est dispensé de caution s'il remplit certains critères de solvabilité.
- Le système EDI (échange électronique de données), qui fonctionne depuis juillet 1996, accélère les formalités de douane. Les importateurs peuvent remplir leur déclaration par ordinateur, sans se rendre au bureau de douane.

4.6 Normes et règlements techniques

a) Normes

46. Le régime coréen de normalisation a pour objet de protéger les droits des consommateurs en garantissant la qualité des produits et le service. Environ 9 400 normes nationales (KS: normes industrielles coréennes) ont été publiées jusqu'à présent. L'adoption d'une norme nationale se fait à l'issue de consultations avec les fabricants concernés, les consommateurs et des spécialistes universitaires; elle tient aussi compte des normes internationales. La Corée cherche en permanence à harmoniser ses normes avec celles de l'ISO et de la CEI.

b) Règlements techniques

47. La Corée a mis en place et applique des règlements techniques obligatoires afin d'assurer la sécurité nationale et de protéger le consommateur, la santé des personnes, la vie animale et végétale

et l'environnement. Il n'existe pas de législation unique pour ces divers domaines. Chaque loi (Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques, Loi sur la sécurité de l'utilisation du gaz à haute pression, Loi sur les produits pharmaceutiques, Loi sur les ondes radioélectriques, etc.) énonce des prescriptions techniques concernant chaque aspect des activités nécessaires à la réalisation d'un objectif légitime. Toutes ces lois sont conformes à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et à l'Accord SPS.

c) Systèmes d'évaluation de la conformité

48. Les systèmes d'évaluation de la conformité dans les domaines réglementés sont destinés à assurer la sécurité du consommateur et la protection de l'environnement grâce à des procédures d'homologation et de contrôle de la sécurité. L'évaluation de la conformité se fait selon les critères et les procédures fixés par les lois concernées. Les systèmes d'évaluation de la conformité dans les domaines non réglementés sont le système de la marque KS au niveau national et le système du label de qualité dans le secteur privé.

d) Mesures allant dans le sens de l'harmonisation internationale

49. La Corée est devenue membre de l'ISO et de la CEI en 1963, et elle a pris une part active aux travaux de ces organismes internationaux de normalisation afin d'harmoniser ses normes et ses règlements techniques avec ceux du régime international. En outre, depuis qu'elle a signé en octobre 1980 l'Accord du GATT relatif aux obstacles techniques au commerce, elle n'a épargné aucun effort pour remplir scrupuleusement les obligations qui en découlent.

50. La Corée a aussi adhéré au Système CEI d'essais de conformité aux normes de sécurité (IECEE) et au Système CEI d'assurance de la qualité des composants électroniques (IECQ). Jusqu'à présent, elle n'a conclu aucun accord de reconnaissance mutuelle avec des organismes d'agrément étrangers, mais elle s'efforce d'en conclure, notamment avec des organismes néo-zélandais et polonais.

51. La Corée a pris une part active au Plan d'action à moyen et long termes du Sous-Comité des normes et de la conformité de l'APEC. Ce sous-comité cherche à harmoniser les normes en vigueur dans les pays membres de l'APEC avec les normes internationales afin d'améliorer l'infrastructure technique et la transparence.

4.7 Règles d'origine

52. La Corée a adopté et applique des règles d'origine depuis qu'elle a adhéré aux annexes D.1 et D.2 de la Convention pour l'harmonisation et la simplification des régimes douaniers (Convention de Kyoto), adoptées par le Conseil de coopération douanière en 1991. Elle n'applique ces règles qu'à des fins non préférentielles. Le gouvernement les a notifiées à l'OMC en avril 1995, conformément à l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Le pays a pris une part active aux travaux de l'OMD et de l'OMC sur l'harmonisation des règles d'origine. Il soutient sans réserve les actions entreprises par ces deux organismes pour établir des règles d'origines neutres et prévisibles et poursuivra ses efforts afin que le programme de travail soit mené à bien dans les délais prévus.

4.8 Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

4.8.1 Régime d'importation des produits agricoles

53. Le régime d'importation des produits agricoles a été profondément remanié en fonction de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et de la Liste d'offres présentée par le gouvernement. Les mesures

non tarifaires concernant certains produits agricoles, à l'exception du riz, sont en cours de suppression conformément au calendrier de libéralisation ci-dessous. Le marché du riz a été partiellement ouvert. Un accès minimal y a été autorisé et il sera élargi selon ce qui est indiqué sur la Liste.

Tableau 4.1
Libéralisation des importations de produits agricoles par année

Nombre total de produits	Nombre de produits ayant fait l'objet d'une libéralisation				
	Jusqu'en 1994	1995	1996	1997	2001
1 417 (100 pour cent)	1 183 (83,4)	161 (94,8)	15 (95,9)	34 (98,3)	8 (98,8)

Notes: 1) Le nombre de produits est basé sur les positions à dix chiffres du SH.
2) Les chiffres entre parenthèses indiquent la proportion de produits ayant fait l'objet d'une libéralisation.

54. Les contingents tarifaires assortis de droits réduits sont administrés conformément au principe de non-discrimination et de façon transparente. En particulier, des droits d'importation au titre des contingents relatifs à certains produits sont attribués aux soumissionnaires les plus offrants lors d'enchères réalisées par l'organisme désigné par le gouvernement. Aucun critère de sélection n'est imposé pour la participation aux enchères.

4.8.2 Produits de la pêche

55. Durant la période 1992-1994, indépendamment des accords pertinents de l'OMC, 63 produits de la pêche ont fait l'objet d'une libéralisation conformément au plan de libéralisation des importations de produits soumis à restriction pour des raisons de balance des paiements. Le plan supplémentaire de libéralisation des 57 produits restants pour la période 1995-1997 a été annoncé en août 1994. A la fin de 1995, 338 produits sur un total de 387 avaient été visés par la libéralisation. Sur les 49 produits restants, 19 le seront en 1996 et 30 en 1997. Par conséquent, la totalité des produits de la pêche aura fait l'objet d'une libéralisation intégrale d'ici au 1er juillet 1997. Conformément aux accords pertinents de l'OMC, les droits de douane sur 144 produits de la pêche ont été réduits de 33 pour cent par rapport au taux de base de 1986.

4.9 Mesures sanitaires et phytosanitaires

56. Le gouvernement a modifié les lois et règlements en la matière, conformément à l'Accord SPS de l'OMC. Il a révisé la Loi sur la phytoquarantaine conformément aux normes internationales telles que celles qui sont définies dans la Convention internationale pour la protection des végétaux. Les réglementations connexes ont également été révisées. En ce qui concerne la quarantaine vétérinaire, la Loi sur la prévention des épizooties a été modifiée le 5 janvier 1995, conformément aux normes internationales telles que celles de l'Office international des épizooties.

57. Le gouvernement fait de son mieux pour réduire au minimum les conséquences néfastes des inspections sanitaires et de la quarantaine sur le commerce des produits agricoles. Pour accélérer et rendre plus scientifiques ces procédures, la Corée continue de moderniser son matériel et ses installations et à perfectionner les compétences de ses fonctionnaires. Les installations et les moyens du Service national de la quarantaine vétérinaire et du Service national de la phytoquarantaine ont été renforcés. De même, pour accélérer les inspections, un Département des inspections sanitaires a été créé dans le cadre du Service national de la quarantaine vétérinaire.

58. En avril 1996, le gouvernement a établi l'Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments (KFDA), chargé de la surveillance globale de l'innocuité des produits alimentaires. Il a aussi créé des Bureaux administratifs régionaux pour les produits alimentaires et les médicaments dans les six plus grandes villes du pays, afin de renforcer la surveillance des produits alimentaires.

59. Le gouvernement a entrepris des réformes ambitieuses afin d'améliorer le système de gestion des aliments importés, de se conformer aux dispositions de l'Accord SPS de l'OMC et d'assurer le bon fonctionnement du commerce des produits alimentaires. Pour harmoniser les normes et spécifications nationales avec celles qui sont définies à l'échelon international, comme le CODEX, il a profondément remanié le Code alimentaire.

60. Pour aligner le système d'inspection des importations de produits alimentaires sur les normes internationales, le gouvernement a déjà pris une série de mesures telles que la reconnaissance des certificats d'essai délivrés par les organismes d'essai étrangers agréés (août 1995), l'accélération des formalités douanières pour les fruits et légumes frais (3 avril 1995) et le système de demande d'inspection avant l'arrivée des marchandises. Ces mesures ont permis de raccourcir considérablement les délais requis pour l'inspection et le dédouanement des produits. En outre, la réglementation concernant la durée de conservation de tous les produits alimentaires sera libéralisée en 1998, sauf pour certains produits hautement périssables. Un programme d'échantillonnage aléatoire pour les essais en laboratoire sera mis en place au mois d'octobre 1996 afin de réduire sensiblement la période d'inspection des produits importés. Pour rationaliser ce processus, le gouvernement prépare la création pour 1997 d'une base de données qui contiendra des informations sur les produits alimentaires nationaux et étrangers.

4.10 Mesures de sauvegarde

61. La Corée a révisé sa Loi sur le commerce extérieur en décembre 1994 et le décret d'application de cette loi en juillet 1995, pour mettre en oeuvre les résultats du Cycle d'Uruguay. En novembre 1995, le Comité des sauvegardes de l'OMC a examiné le système de sauvegarde coréen afin de suivre la mise en oeuvre de l'Accord, et, en décembre, la Corée a révisé sa Loi douanière en fonction des conclusions de cet examen.

62. Les modifications apportées à la Loi sur le commerce extérieur et à son décret d'application sont notamment les suivantes:

- pour déterminer l'existence d'un dommage, il faut que l'accroissement des importations ait causé un dommage grave ou menace de causer un dommage grave à la branche de production concernée (article 69 1) du décret);
- les critères d'application des mesures correctives sont précisés (article 72-2 du décret);
- le "système d'examen annuel" a été remplacé par un "système d'examen", conformément à la description donnée à l'article 13 de l'Accord sur les sauvegardes (article 74 du décret);
- une disposition a été ajoutée concernant les consultations avec les pays exportateurs avant l'application de mesures correctives (article 75-5 3) du décret);
- une disposition a été ajoutée concernant la répartition du contingent entre les pays exportateurs et la détermination de la portée et de la durée des mesures de restriction à l'importation (article 74-6 du décret).

63. Les modifications apportées à la Loi douanière sont notamment les suivantes:

- les critères d'imposition des droits exceptionnels ont été clarifiés (article 12 1) de la Loi);
- des droits exceptionnels ne seront imposés que dans la mesure nécessaire pour prévenir un dommage grave et faciliter l'ajustement (article 12 1) de la Loi);
- une disposition a été ajoutée concernant la détermination de la base des droits exceptionnels provisoires (article 12 2) de la Loi);
- une disposition a été ajoutée concernant la base d'examen en vue de la détermination des droits exceptionnels; les droits exceptionnels révisés ne seront pas plus restrictifs qu'ils ne l'étaient pendant la période initiale (article 12 6) de la Loi);
- une disposition a été ajoutée concernant la durée d'application des droits exceptionnels et des droits exceptionnels provisoires (article 12 7) de la Loi).

4.11 Droits antidumping et droits compensateurs

4.11.1 Mesures antidumping

64. La Corée a commencé à appliquer le Code antidumping issu du Cycle d'Uruguay dès la présentation du Projet Dunkel, qui a servi de fondement aux principes de base du nouveau Code. Le 31 décembre 1993, la Loi douanière a été modifiée afin de pouvoir intégrer plus facilement les résultats des négociations du Cycle d'Uruguay et le décret d'application a été modifié afin d'être compatible avec le Projet Dunkel. Le 31 décembre 1994, après l'établissement du nouveau Code antidumping, le décret et le règlement portant application de la Loi douanière ont été modifiés afin de permettre la mise en oeuvre de l'Accord antidumping de l'OMC.

65. En juillet 1995, le Comité des pratiques antidumping de l'OMC a examiné le système coréen de lutte contre le dumping afin de suivre la mise en oeuvre de l'Accord. En décembre 1995, la Corée a révisé la Loi douanière et son décret d'application afin d'améliorer le système de lutte contre le dumping en fonction des recommandations du Comité. Les modifications apportées à la Loi douanière et à son décret d'application sont notamment les suivantes:

- à propos du droit antidumping, l'expression "l'exportateur ou les pays exportateurs" a été remplacée par "le fournisseur ou les pays fournisseurs" (article 10 1) et 2) de la Loi);
- en cas de violation des engagements, la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage important reposera sur "les meilleurs renseignements disponibles" et non plus sur "les renseignements les plus complets" (article 10 2) de la Loi);
- des engagements ne seront demandés aux exportateurs ou acceptés de leur part que s'il y a détermination provisoire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage (article 10 3) de la Loi);
- il ne peut être demandé aux exportateurs des engagements tendant à réduire la quantité de produits exportés (article 10 3) de la Loi);

- en ce qui concerne la clause d'extinction, la prolongation des mesures antidumping et des engagements se fera en fonction du décret du Premier Ministre et seulement si elle est jugée nécessaire après réexamen de la marge de dumping et du dommage (article 10 8) de la Loi);
- l'enquête sur le dumping et le dommage important est effectuée par la Commission du commerce extérieur (article 4-4 1) du décret).

4.11.2 Mesures compensatoires

66. La Corée a signé en juin 1980 l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII du GATT. Son régime de droits compensateurs est fondé sur l'article 13 de la Loi douanière. En décembre 1995, elle a révisé cette loi conformément aux résultats de l'examen de son régime de droits compensateurs par le Comité de l'OMC. Elle n'a jamais appliqué de mesures compensatoires depuis la mise en place de ce régime.

4.12 Subventions

67. La Corée accorde actuellement 26 subventions destinées à assurer un approvisionnement stable en aliments de base et à favoriser la modernisation structurelle des secteurs déficients. Conformément à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, elle a notifié les modalités de ces subventions à l'OMC en avril 1996. Ces subventions se répartissent en trois catégories: cinq concernent les exportations et les importations, notamment les réserves pour manque à gagner à l'exportation; 17 concernent des secteurs particuliers, par exemple le Programme de gestion des céréales vivrières et les réductions et exonérations d'impôt en faveur des sociétés à capitaux étrangers; et quatre concernent la recherche-développement.

4.13 Marchés publics

a) Accession à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics

68. Les négociations relatives à l'accession à l'Accord se sont achevées en décembre 1993, et la Corée a accédé à l'Accord en avril 1994, après avoir soumis sa liste d'offres lors des négociations sur l'élargissement de l'Accord du GATT relatif aux marchés publics. L'Accord lui sera applicable à compter du 1er janvier 1997 et il visera 40 entités du gouvernement central, 15 entités des gouvernements sous-centraux et 23 entités financées ou parrainées par les pouvoirs publics. Dans le cas des entités du gouvernement central, le seuil est de 130 000 DTS pour les biens et les services et de 5 millions de DTS pour les services de construction.

69. La Corée a adopté en janvier 1995 la Loi sur les contrats auxquels l'Etat est partie. Conformément à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, cette loi contient des dispositions relatives au traitement national, à la non-discrimination et à la transparence des marchés publics, qui ont force obligatoire pour tous les signataires de l'Accord. La Corée a déjà révisé les lois connexes suivantes: Loi budgétaire et comptable, Loi sur le secteur de la construction, Loi sur le financement des administrations locales et Loi sur la construction d'équipements de télécommunication électriques.

b) Principes applicables aux marchés publics

70. Les marchés de matériaux, de services et de construction sont attribués à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouverte. En ce qui concerne certaines procédures d'appel d'offres, notamment les appels d'offres sélectifs des entités visées par l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, la Corée

révisera ses règlements avant janvier 1997, date d'entrée en vigueur de cet accord à son égard, conformément aux dispositions de celui-ci. Pour que les marchés soient passés en temps voulu, le gouvernement publie en début d'année un plan d'achat à court ou moyen terme. Actuellement, les achats de marchandises étrangères se font auprès de fournisseurs dans le monde entier.

4.14 Politique de la concurrence

71. Depuis 1990, la Loi sur la réglementation des monopoles et les pratiques commerciales loyales et la Loi sur les pratiques loyales en matière de sous-traitance ont été révisées à trois reprises, et la Loi sur la réglementation des contrats types l'a été une fois. Voici un bref aperçu de ces révisions:

- Loi sur la réglementation des monopoles et les pratiques commerciales loyales: Pour limiter la concentration du pouvoir économique, on a renforcé l'interdiction des investissements croisés entre les filiales des grands conglomerats; on a fixé des limites concernant les garanties des dettes entre ces filiales; on a abaissé le plafond de l'investissement total afin de renforcer l'efficacité de ces limites; on a défini plus largement les actes de collaboration déloyale afin de les réglementer davantage; et on a élargi la notion de pratiques commerciales déloyales.
- Loi sur les pratiques loyales en matière de sous-traitance: Les sociétés qui ne paient pas dans un certain délai leurs travaux de sous-traitance ou les acomptes sur ces travaux sont tenues de verser des intérêts de retard. L'application de la Loi a en outre été étendue aux opérations de sous-traitance dans de nouveaux secteurs tels que la mise au point de logiciels et les activités d'ingénierie. Par ailleurs, un délai a été fixé pour le paiement des effets escomptés. Ces modifications ont renforcé les droits des sous-traitants.
- Loi sur la réglementation des contrats types: Un système d'ordonnances a été mis en place pour redresser les clauses abusives des contrats types et un système de contrats types a été créé.

72. On a réexaminé plusieurs lois et décrets ainsi que la réglementation des associations professionnelles afin de les améliorer et d'en remanier les éventuels éléments anticoncurrentiels. On a mené des enquêtes sur les pratiques déloyales des entreprises et les clauses abusives des contrats concernant les hôpitaux, les appartements, les magasins, etc., lesquelles ont été rectifiées de façon à favoriser davantage la concurrence. Parallèlement, on a modifié les structures commerciales monopolistes et oligopolistes en prenant des mesures correctives contre les entreprises qui accaparent le marché et en aggravant les sanctions.

73. La Commission des pratiques commerciales loyales, créée en 1980 par l'ancien Conseil de planification économique, est devenue en décembre 1994 un organisme administratif central indépendant de niveau sous-ministériel. En mars 1996, le poste de président de la Commission est passé du niveau sous-ministériel au niveau ministériel, ce qui a donné une plus grande assise à l'application de la politique en matière de concurrence.

4.15 Investissement direct à l'étranger et investissement étranger direct

4.15.1 Investissement direct à l'étranger

74. Depuis les années 90, la Corée a beaucoup assoupli les restrictions et simplifié les procédures concernant l'investissement direct à l'étranger. Tous les secteurs soumis à restriction dans ce domaine

ont été entièrement libéralisés en juin 1996. La Corée est aussi en train d'améliorer la transparence du système et d'en simplifier les procédures.

- Améliorations apportées en septembre 1992: Le nombre des secteurs ayant besoin d'une approbation des autorités pour réaliser des investissements directs à l'étranger a été réduit.
- Améliorations apportées en avril 1993: L'examen préalable par les autorités de la rentabilité des petits investissements a été supprimé.
- Améliorations apportées en février 1994: La Corée a libéralisé les secteurs auxquels des restrictions étaient encore imposées en matière d'investissement direct à l'étranger, sauf ceux pour lesquels des restrictions sont inévitables. Le nombre des domaines d'activité visés a été ramené de 17 à 14. Le champ des investissements immobiliers qui pouvaient être réalisés à l'étranger pour exploiter des actifs a été élargi, et les procédures ont été grandement simplifiées.
- Améliorations apportées en octobre 1995: Tous les secteurs ont été libéralisés sauf trois qui sont liés à l'immobilier. Le champ des investissements devant être validés par les banques cambistes ou notifiés à la banque centrale a été élargi. Le montant à partir duquel un investissement doit être approuvé par la banque centrale a été augmenté.
- Améliorations apportées en juin 1996: Les derniers secteurs encore soumis à restriction, qui étaient tous liés à l'immobilier, ont été entièrement libéralisés. En outre, le montant maximal des investissements directs à l'étranger a été augmenté aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises.

4.15.2 Investissement étranger direct

75. Le gouvernement coréen a adopté en juin 1993 un Plan quinquennal de libéralisation de l'investissement étranger direct, contenant un calendrier précis. Ce plan a subi trois révisions, à l'occasion desquelles on a ajouté de nouveaux domaines à libéraliser et on a réduit les délais. En conséquence, 47 activités supplémentaires, dont les services juridiques et l'exploitation de stations d'essence, seront progressivement libéralisées entre 1997 et l'an 2000. Toutes les activités sauf 18 - par exemple la culture des céréales, la télédiffusion et l'exploitation de salles de jeux - seront ouvertes à l'investissement étranger direct d'ici au mois de janvier 2000.

Tableau 4.2
Plan quinquennal révisé de libéralisation de l'investissement étranger
(Unité: nombre d'activités)

	Nombre total d'activités	1997		1998		1999		2000	
		Non libéralisé	Libéralisé	Non libéralisé	Libéralisé	Non libéralisé	Libéralisé	Non libéralisé	Libéralisé
Agriculture/pêche/sylviculture/secteur minier	68	4	64	4	64	4	64	3	65
Secteur manufacturier	585	3	582	1	584	1	584	1	584
Services	495	23	472	16	479	15	480	14	481
Total	1 148	30	1 118 (97,4)	21	1 127 (98,2)	20	1 128 (98,3)	18	1 130 (98,4)

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent le pourcentage de libéralisation de l'investissement étranger direct.

76. Le gouvernement prend actuellement des mesures pour rendre le pays plus attrayant aux yeux des investisseurs étrangers en supprimant certaines difficultés dans des domaines tels que l'acquisition d'emplacements d'usines, les relations professionnelles, etc.

- Mesures d'amélioration prises depuis janvier 1993

- Autorisation partielle accordée aux sociétés à capitaux étrangers de contracter des emprunts à l'étranger;
- Simplification des procédures d'investissement grâce à la révision de la Loi sur l'encouragement des apports de capitaux étrangers;
- Elargissement de l'accès aux exonérations et réductions de l'impôt sur les bénéfices non distribués, grâce à la révision de la réglementation relative à l'imposition des sociétés;
- Augmentation du nombre d'entreprises habilitées à acquérir des terres, grâce à l'entrée en vigueur de la Loi sur l'acquisition de terres par des étrangers et le contrôle en la matière (avril 1994), et simplification des procédures d'acquisition.

- Principales caractéristiques des mesures globales annoncées en juin 1994 afin de rendre le climat plus propice à l'investissement étranger

- Avantages financiers et fiscaux plus importants pour les investissements étrangers dans les technologies de pointe;
- Assistance administrative accrue en matière de relations professionnelles pour les sociétés à capitaux étrangers. Création de complexes industriels exclusivement réservés aux sociétés à capitaux étrangers;
- Amélioration des services d'appui et d'information, grâce notamment à la création d'un Centre d'assistance générale pour l'investissement étranger;
- Répression accrue des atteintes aux droits de propriété intellectuelle;
- Mesures destinées à donner au public une meilleure image de l'investissement étranger.

- Principales caractéristiques des mesures de promotion de l'investissement étranger annoncées en juin 1996
 - Mise en place d'un guichet unique pour faciliter les démarches;
 - Renforcement de l'assistance aux administrations locales pour attirer l'investissement étranger;
 - Extension des complexes industriels ouverts à l'investissement étranger;
 - Création d'un "programme d'assistance" destiné à améliorer les conditions de séjour des étrangers.

4.16 Services

a) Engagement multilatéral de libéralisation

77. La Corée a pris une part active aux négociations du Cycle d'Uruguay sur les services et présenté une Liste contenant d'importantes mesures de libéralisation. Sa liste d'exemptions de l'obligation NPF ne comporte qu'une seule rubrique - services de réservation par ordinateur - ce qui atteste le respect de cette obligation dans la quasi-totalité des secteurs. Elle a aussi pris une part active aux négociations prolongées sur les services financiers, les télécommunications de base, les services maritimes et le mouvement des personnes physiques. Lors des négociations sur les services financiers, qui se sont conclues en juillet 1995, elle a beaucoup amélioré son offre de 1993 et y a mis la dernière main.

b) Autres mesures de libéralisation

78. Outre l'engagement multilatéral pris dans le cadre de l'OMC, la Corée applique son propre programme de libéralisation des services. Selon le Plan quinquennal de libéralisation de l'investissement étranger direct (mis en oeuvre en 1993 et modifié en juin 1994, novembre 1995 et mai 1996), 481 industries de services répertoriées dans la Classification type des activités économiques de la Corée seront libéralisées d'ici à l'an 2000, année où toutes les activités de services sauf 14 seront ouvertes à l'investissement étranger direct, soit un taux de libéralisation de 97,2 pour cent.

79. Les 14 activités dont l'ouverture à l'investissement étranger n'est pas prévue d'ici à l'an 2000 sont des domaines importants du point de vue de l'intérêt général, tels que la radiodiffusion et la télédiffusion. Par principe, la Corée accorde le traitement national dans les secteurs ouverts à l'investissement étranger et le traitement de la nation la plus favorisée aux signataires de l'Accord de l'OMC sur les services dans les secteurs faisant l'objet d'une libéralisation additionnelle.

4.17 Droits de propriété intellectuelle

a) Evolution récente

80. La politique en matière de droits de propriété intellectuelle vise à protéger les détenteurs de droits et à renforcer les lois pertinentes. La Corée a continué à améliorer le système en allongeant le délai de protection et en élargissant les domaines protégés. Les améliorations apportées aux lois et règlements en la matière, conformément à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC, sont les suivantes:

- Décembre 1992: Révision de la Loi sur la prévention de la concurrence déloyale et adoption d'une disposition visant à protéger les secrets industriels et commerciaux;
- Septembre 1993: Entrée en vigueur de la Loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés de semi-conducteurs;

- Juillet 1994: Reconnaissance du droit de location grâce à la révision de la Loi sur le droit d'auteur et de la Loi sur la protection des programmes d'ordinateur;
- Décembre 1994: Adoption d'une mesure à la frontière pour lutter contre les atteintes aux DPI.

81. En 1995, la Corée a révisé bon nombre de ses lois en matière de DPI afin d'assurer une meilleure protection à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord sur les ADPIC. Les révisions sont les suivantes:

- Loi sur le droit d'auteur
 - Protection rétroactive des oeuvres et des phonogrammes étrangers;
 - Protection des exécutions directes et de leur radiodiffusion par des étrangers;
 - Droit pour l'artiste interprète ou exécutant de reproduire la fixation de son exécution;
 - Suppression de la licence obligatoire en matière de droits de traduction.
- Loi sur les brevets
 - Elargissement du champ d'application du droit conféré par un brevet de la production, l'utilisation, le transfert, la location, l'importation et l'exposition de l'invention brevetée au contrat de transfert ou de location de l'invention;
 - Inclusion dans le champ des inventions brevetables celle de matières pouvant être produites par transformation du noyau nucléaire;
 - Allongement de la durée du droit conféré par un brevet à 20 ans à compter de la date de la demande au lieu de 15 ans à compter de la date de la publication.
- Loi sur les marques de fabrique ou de commerce
 - Protection des couleurs des marques.
- Loi sur les dessins et modèles
 - Mise en place d'un système de divulgation des dessins et modèles.
- Loi sur les modèles d'utilité
 - Allongement de la durée du modèle d'utilité à 15 ans à compter de la date de la demande au lieu de dix ans à compter de la date de la notification.
- Loi sur l'utilisation des produits agrochimiques
 - Remplacement du système de notification par produit par un système d'enregistrement qui permet aux détenteurs de documents attestant l'innocuité des produits agrochimiques de fabriquer et de vendre ces produits après enregistrement auprès des autorités.

- Loi sur l'industrie des semences
 - Octroi d'un délai de protection de 20 ans pour les obtenteurs de nouvelles variétés de semences (25 ans pour les arbres fruitiers et les arbres sur pied). Les conditions à remplir pour qu'une nouvelle variété de semence soit protégée sont la nouveauté, la distinction, l'uniformité, la stabilité et la dénomination de la variété;
 - Extension des droits réciproques aux ressortissants des pays étrangers qui accordent des droits similaires aux ressortissants coréens;
 - Adoption d'une réglementation destinée à réprimer les atteintes aux droits des obtenteurs.
- Loi sur la protection des programmes d'ordinateur
 - Modification du délai de protection du droit d'auteur afférent aux programmes d'ordinateur, qui est passée à 50 ans à compter de la fin de l'année où le programme a été enregistré au lieu de 50 ans à compter de la date de création du programme;
 - Répression de la distribution, par les réseaux de télécommunication, de programmes protégés par le droit d'auteur.

82. Un tribunal des brevets doté des pouvoirs d'une cour d'appel sera créé en mars 1998 afin de traiter plus spécialement des affaires ayant trait aux DPI. La Corée a aussi adhéré à divers traités internationaux, de façon à aligner son régime des DPI sur les normes internationales. Ces traités sont notamment la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (1979), la Convention de Paris (1980), le Traité de coopération en matière de brevets (1984) et le Traité de Budapest (1987).

b) Mesures destinées à empêcher le trafic des produits de contrefaçon

83. Tout en améliorant sa législation afin de renforcer la protection des détenteurs de droits, le gouvernement coréen a déployé des efforts considérables pour empêcher le trafic des produits de contrefaçon. Après la création en 1987, à l'Office coréen de la propriété industrielle (KIPO), d'une division chargée d'enquêter sur les produits de contrefaçon, la Corée a mis en place une équipe commune d'enquête, rattachée au Parquet et chargée de mener régulièrement dans le pays des opérations de répression des atteintes aux DPI.

5. ORIENTATION FUTURE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

5.1 Coopération multilatérale et régionale

84. Comme la Corée applique une stratégie de développement tournée vers l'extérieur, le système commercial multilatéral fondé sur l'OMC revêt pour elle une importance cruciale. En conséquence, elle souhaite contribuer au renforcement de l'OMC. Outre les efforts qu'il fait pour mettre pleinement en oeuvre les résultats des négociations du Cycle d'Uruguay, le gouvernement prend une part active aux travaux multilatéraux portant par exemple sur la normalisation internationale, l'élargissement des accords de reconnaissance mutuelle et la simplification des règles d'origine. Il compte participer aux discussions multilatérales sur l'élaboration de règles communes concernant par exemple le commerce et l'investissement et la politique en matière de concurrence. Il estime que ces discussions favorisent un système commercial multilatéral plus libre, comme suite aux efforts déployés dans le cadre du GATT.

85. En ce qui concerne la coopération régionale, la Corée a joué un rôle important au sein de l'APEC et s'emploie à réduire les obstacles au commerce et à l'investissement intrarégionaux. Elle soutient sans réserve la doctrine commerciale fondamentale du "régionalisme ouvert" de l'APEC, qui est à même de renforcer et de compléter le système commercial multilatéral.

5.2 Orientations sectorielles

5.2.1 Restrictions quantitatives

86. Sur les 81 produits qui font actuellement l'objet de restrictions quantitatives pour des raisons de balance des paiements (43 produits agricoles, 30 produits de la pêche et huit produits industriels), 73 feront l'objet d'une libéralisation en 1997, et les huit autres en 2001.

5.2.2 Procédures en matière d'exportation et d'importation

87. Le gouvernement apportera des améliorations importantes au Système de gestion du commerce, afin que les autorisations d'importer et d'exporter ne soient plus exigées que dans des cas exceptionnels ayant trait à la défense nationale, à la santé publique, à la sécurité des consommateurs, etc.

5.2.3 Droits de douane

88. La Corée appliquera l'accord de l'OMC sur l'initiative "zéro pour zéro" conformément à sa liste de concessions tarifaires. Elle réduira par exemple à zéro d'ici à 1999 les droits sur 28 produits au niveau des positions à quatre chiffres du SH, parmi lesquels les circuits intégrés électroniques, les montages micro-électroniques, les grues, etc. Elle harmonise aussi les taux applicables aux produits chimiques, conformément à sa liste de concessions.

5.2.4 Normes industrielles

89. Le gouvernement prend actuellement des mesures pour harmoniser entièrement les normes coréennes avec les normes internationales. Ces efforts concernent principalement les secteurs où des systèmes de certification fondés sur les normes internationales sont utilisés ou doivent l'être à l'avenir, les domaines du commerce où les normes internationales sont appliquées et les domaines relatifs à la sécurité, à la santé et à l'environnement.

5.2.5 Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

90. Dans le cadre de la politique commerciale concernant l'agriculture, la Corée respectera fidèlement les offres figurant sur sa Liste. Elle cherchera en outre à libéraliser davantage son marché, tout en respectant les impératifs de sécurité alimentaire.

91. Dans les domaines techniques tels que les mesures sanitaires, le régime de quarantaine et les inspections des animaux et des végétaux, la Corée poursuivra ses efforts pour aligner le système national sur les normes et principes internationaux. Elle intensifiera en outre sa coopération avec les autres pays Membres de l'OMC.

92. En ce qui concerne les importations de produits alimentaires, la Corée prendra des mesures pour reconnaître aux systèmes étrangers de gestion des produits alimentaires importés la même valeur qu'à son propre système, instaurer le traitement national et harmoniser les normes applicables aux produits alimentaires.

5.2.6 Marchés publics

93. La Corée continuera à internationaliser son système de marchés publics, notamment en créant des procédures d'appel d'offres et de contestation au niveau international. Pour rendre son système plus transparent, elle créera aussi une base de données contenant des informations sur les marchés publics et des appels d'offres, de façon que les fournisseurs étrangers disposent des renseignements nécessaires pour pouvoir soumissionner.

5.2.7 Politique de la concurrence

94. La Commission des pratiques commerciales loyales a l'intention d'axer ses efforts sur la révision et la suppression des lois, règlements et pratiques anticoncurrentiels dans des domaines tels que les télécommunications et l'énergie, qui ont une incidence directe sur l'ensemble de l'économie. Parallèlement, pour éviter l'apparition d'éléments anticoncurrentiels, elle compte renforcer les dispositions de la Loi sur la réglementation des monopoles et les pratiques commerciales loyales qui prévoient qu'elle doit être consultée avant toute révision ou adoption de réglementations susceptibles de restreindre la concurrence. De cette façon, elle mettra en place une structure concurrentielle dans tous les secteurs. Elle appliquera en outre des politiques destinées à réduire la concentration économique en faisant respecter à la lettre les limites touchant les garanties des dettes entre les filiales des grandes entreprises; elle continuera à réglementer les pratiques commerciales déloyales au sein des groupes; elle approfondira les enquêtes sur les fusions de sociétés qui ont pour effet de restreindre la concurrence, etc. Elle entend également améliorer l'efficacité économique et préserver les intérêts des consommateurs en limitant les abus de position dominante sur le marché.

95. La Corée mènera des enquêtes sur les opérations de sous-traitance dans la construction et le secteur manufacturier afin de protéger les petites et moyennes entreprises contre les contrats abusifs qui sont surtout le fait des grands conglomerats. Le gouvernement lancera en outre une opération de répression des activités déloyales qui ont des inconvénients pour le public et prendra les mesures correctives qui s'imposent.

5.2.8 Investissement étranger direct

96. Dans le cadre du nouveau Plan de libéralisation de l'investissement étranger direct (1997-2000), le gouvernement libéralisera l'investissement étranger direct de façon systématique et continue, de sorte que tous les secteurs sauf 18 seront libéralisés d'ici à l'an 2000.

97. Le gouvernement créera un guichet unique pour faciliter les démarches des investisseurs étrangers durant tout le processus d'investissement, depuis le stade initial jusqu'au démarrage de la production. Il facilitera aussi l'achat d'emplacements d'usines, améliorera les conditions de vie du personnel des sociétés à capitaux étrangers et contribuera à l'instauration de bonnes relations entre la direction et les salariés.

5.2.9 Télécommunications

98. L'objectif de la politique en matière de télécommunications est d'améliorer les services intérieurs en ouvrant pleinement le marché à la concurrence. Le niveau de participation étrangère sera progressivement relevé à partir de 1998, conformément aux résultats des négociations du Cycle d'Uruguay. Tout en respectant scrupuleusement ses obligations en tant que Membre de l'OMC, la Corée examinera attentivement la cohérence entre sa politique et les normes et tendances internationales. Elle contribuera ainsi à l'instauration d'un nouvel ordre commercial mondial dans le domaine des télécommunications.

5.2.10 Droits de propriété intellectuelle

99. Conformément au Traité sur le droit des marques, la Corée envisagera plusieurs mesures d'ici à 1997: présentation d'une demande unique pour les biens et/ou les services appartenant à plusieurs catégories, procuration générale et suppression de l'obligation de certification des signatures ou autres moyens d'identification. En 1997, le gouvernement révisera aussi la Loi sur les principales semences agricoles afin de mieux protéger les obtenteurs.

100. A plus long terme, la Corée tiendra compte, dans ses lois sur les DPI, de l'évolution internationale et du progrès technique et encouragera les organisations privées à collaborer à la surveillance des atteintes aux DPI.

6. OBSTACLES NON TARIFAIRES APPLIQUES PAR LES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

101. Les exportations coréennes sont soumises à de nombreuses réglementations et restrictions de la part des principaux partenaires commerciaux du pays, notamment sous la forme de droits antidumping, de droits compensateurs et de règles d'origine.

6.1 Droits antidumping et droits compensateurs

102. Comme les enquêtes en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs risquent d'avoir pour effet de restreindre les importations, la décision d'en ouvrir une doit être envisagée avec une grande prudence. En outre, les procédures d'enquête doivent être transparentes.

103. A l'instar de pays développés tels que les Etats-Unis, les pays de l'Union européenne et l'Australie, de nombreux pays en développement commencent à imposer des droits antidumping. Certains d'entre eux n'ont pas encore élaboré de législation nationale compatible avec l'Accord antidumping de l'OMC.

6.2 Règles d'origine

104. Selon les règles d'origine appliquées par les Etats-Unis, l'origine des marchandises importées est déterminée par la règle de la transformation substantielle, mais elle dépend souvent de décisions prises au cas par cas par les Services des douanes en fonction des précédents ou de jugements sur la transformation substantielle plutôt qu'en fonction de règles claires et précises. Ainsi, les Etats-Unis ont modifié unilatéralement leurs règles d'origine concernant les produits textiles, alors que des travaux d'harmonisation des règles d'origine sont en cours à l'OMC et à l'OMD. Aussi s'est-on inquiété du fait que les règles d'origine appliquées par les Etats-Unis sont très imprévisibles et risquent d'avoir un effet de distorsion sur les échanges et les investissements internationaux.

6.3 Restrictions concernant les investissements et liées au commerce

105. Plusieurs pays en développement d'Asie continuent de restreindre l'investissement étranger par des moyens divers tels que l'obligation d'utiliser des produits d'origine nationale ou d'exporter une partie de la production locale.

6.4 Pays négociant actuellement leur accession à l'OMC

106. Des pays économiquement importants tels que la Chine, la Fédération de Russie et Taiwan négocient actuellement leur accession au GATT de 1947 et à l'OMC. Les deux premiers, qui sont

en train de se convertir à l'économie de marché, maintiennent des obstacles tarifaires et non tarifaires très restrictifs.

107. Taiwan applique des mesures discriminatoires de restriction des importations à l'égard de la Corée dans certains domaines tels que les marchés publics.

6.5 Incidences de l'élargissement de l'Union européenne sur les pays extérieurs

108. Le processus d'élargissement de l'Union européenne à certains pays d'Europe centrale et orientale a comme conséquence que le traitement de certains pays extérieurs à l'Union devient plus défavorable qu'avant l'élargissement.